Le système éducatif lituanien

Rytis Martikonis et Gintaras Peciukonis

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/1471>

DOI : 10.4000/ries.1471

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2004

Pagination : 109-115

ISBN : 978-2-85420-564-0

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Rytis Martikonis et Gintaras Peciukonis, « Le système éducatif lituanien », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 37 | décembre 2004, mis en ligne le 18 novembre 2011, consulté le 06 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1471> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.1471>

Ce document a été généré automatiquement le 6 juillet 2021.

© Tous droits réservés

Le système éducatif lituanien¹

Rytis Martikonis et Gintaras Peciukonis

Rappel historique

- 1 À l'époque de l'Union Soviétique, le système éducatif lituanien était autocratique, très centralisé, rigide sur le plan académique et compartimenté au niveau des disciplines. Les programmes et les manuels étaient écrits à Moscou et utilisés dans toute l'Union Soviétique. Un enseignement et une évaluation uniformes des acquis de l'étudiant étaient adoptés pour toutes les années d'école sans possibilité de changement. La notation était sous la responsabilité personnelle des professeurs, contrôlés par une inspection à caractère idéologique. Les examens nationaux à la fin de l'école élémentaire (classe 9) et de l'école secondaire (classe 12) étaient préparés par les autorités centrales et corrigés dans les écoles. Tous les examens étaient obligatoires pour tous les étudiants, qui n'avaient aucune liberté de choix dans ce domaine. La formation des professeurs tendait à un développement uniforme.
- 2 La restauration de l'indépendance de la Lituanie en 1990 ainsi que la volonté de toute sa société de jouer un rôle prépondérant dans les affaires générales et particulièrement dans les affaires de l'Union Européenne, ont été le signal de réformes intensives dans toutes les sphères de la vie politique, économique et sociale.
- 3 Très vite, le système éducatif a été restructuré. Les lois sur l'enseignement de 1991 et de 1998 précisent que l'enseignement obligatoire dure dix années et qu'il est assuré jusqu'à l'âge de seize ans (quatre ans de primaire, six ans de secondaire).
- 4 Le *Code général de l'enseignement dans la République de Lituanie* de 1992 propose un cadre de politique éducative et des mesures pratiques pour une réforme de l'enseignement. Ce *Code* transforme les structures anciennes en un système flexible et démocratique centré sur l'enfant. L'enseignement supérieur a été aligné sur le modèle européen occidental et restructuré en 1993 aux trois niveaux licence, maîtrise et doctorat.

L'organisation du secteur public d'enseignement

Règles générales

- 5 Début 2003, les moins de 29 ans représentaient 40 % de la population lituanienne. En 2002/03 496 610 jeunes étaient soumis à l'obligation scolaire et 99,7 % de ces élèves fréquentaient des établissements scolaires publics financés par les administrations centrale et locales.
- 6 La langue officielle pour l'enseignement est le lituanien. Les minorités linguistiques (russe, polonaise, biélorusse) peuvent enseigner à leurs enfants leur langue maternelle et leur histoire nationale. C'est ainsi que 9,7 % des élèves suivent un enseignement dans une langue autre que le lituanien. Les écoles accueillant des minorités linguistiques suivent un programme d'enseignement de base commun approuvé par le ministère de l'Éducation et de la Science (MES) et ont la possibilité de le compléter avec d'autres éléments d'ordre ethnoculturel.
- 7 Le ministère est responsable du développement et de la mise en œuvre de la politique éducative et définit les critères d'allocation de ressources financières.
- 8 L'année 2002 a vu l'introduction d'un nouveau système de financement des écoles d'enseignement général. Celui-ci prévoit que le budget des écoles d'enseignement général est pris en charge sur la base d'un crédit global par élève auquel s'ajoutent des crédits destinés à la vie scolaire, à la mise en place de projets, les ressources de mécénat, etc. Ces crédits sont attribués aux municipalités pour rémunérer le personnel enseignant et non enseignant, acheter les manuels et autres ressources éducatives et mettre en œuvre la politique de formation continue des enseignants.
- 9 En ce qui concerne l'administration et l'organisation du système éducatif, les responsabilités sont assumées par le gouvernement central, les autorités éducatives régionales ou locales et les corps administratifs des établissements concernés. L'inspection et le contrôle de l'activité pédagogique sont coordonnés par le MES à des niveaux administratifs différents, selon le type d'établissement concerné.

L'enseignement pré-scolaire

- 10 Les enfants âgés de 18 mois à six ou sept ans peuvent recevoir un enseignement pré-scolaire. L'inscription y est facultative (elle était d'environ 45 % fin 2002) et les frais de scolarité sont fixés par le directeur. En outre, il existe des structures préparatoires dans les jardins d'enfants ainsi que dans les écoles maternelles ouvertes aux enfants qui n'ont pas fréquenté auparavant un établissement. En 2002/03, le taux de fréquentation de ces structures était de 84 % des enfants âgés de cinq à six ans.

La scolarité obligatoire

- 11 Les enfants peuvent entamer leur scolarité obligatoire à l'âge de sept ans (ou plus tôt, s'ils y sont prêts). Les écoles primaires et secondaires du premier cycle du secteur public sont gratuites. Les parents peuvent inscrire leurs enfants dans l'école de leur choix. Les *gimnazija* définissent leurs propres critères d'admission. Lorsque la capacité

d'accueil de l'établissement est limitée, on organise une sélection basée sur une évaluation des pré-requis. Dans les cas extrêmes, des examens d'entrée sont organisés.

- 12 L'année scolaire des classes 1 à 5 (enseignement primaire et début de l'enseignement secondaire du premier cycle) comprend au minimum 170 jours d'enseignement, alors que l'année scolaire du reste de l'enseignement secondaire en comprend au minimum 195. Les disciplines sont réparties sur cinq jours par semaine dans le primaire et au début du secondaire (vingt-deux leçons de trente-cinq minutes en première année d'école primaire et vingt-sept leçons de quarante-cinq minutes lors de la première année du premier cycle de l'enseignement secondaire). Le nombre minimal d'heures d'enseignement annuel est de 436,3 pour l'enseignement primaire et de 688,5 pour l'enseignement secondaire du premier cycle.
- 13 En 2002/03, le nombre d'élèves par enseignant était de 12,2 en primaire, 9,6 en secondaire premier cycle et 13,1 en second cycle. Le nombre d'élèves par classe était en moyenne de 19,6 (24,4 dans les villes, 12,1 dans les zones rurales). La loi fixe le nombre maximum d'élèves par classe à 24 dans l'enseignement primaire et 30 dans le premier cycle secondaire. Les classes sont mixtes et constituées d'élèves du même âge. Dans les écoles primaires, les classes sont confiées à un seul enseignant (lorsque la possibilité existe, un enseignant spécialisé peut enseigner la religion, les langues étrangères, l'éducation physique, l'art ou la musique). Dans le secondaire, au premier cycle, chaque discipline relève d'un enseignant spécialisé.
- 14 Dans les écoles primaires, toutes les matières sont obligatoires et sont les mêmes pour tous les élèves sauf pour l'éducation morale. Les parents peuvent choisir pour leur enfant une instruction religieuse en accord avec leur confession ou des leçons de morale. Des enseignements spéciaux sont proposés : enseignement précoce d'une langue étrangère, éducation artistique et enseignement approfondi d'autres matières. Dans le secondaire, d'autres disciplines sont proposées. Les professeurs sont libres d'utiliser les méthodes et manuels de leur choix, dans une liste approuvée par le MES. Dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, dix-sept matières obligatoires sont étudiées par tous les élèves, mais le nombre de cours peut varier. Selon la décision de chaque établissement, les élèves peuvent suivre un programme plus intensif en langues étrangères, art, musique et éducation physique.
- 15 Les élèves sont soumis au contrôle continu et leurs résultats sont communiqués aux parents. On peut faire redoubler les élèves en difficulté. À la fin de l'école primaire, les élèves passent automatiquement au niveau suivant sans examen terminal et obtiennent un certificat de fin d'études primaires. Le certificat de fin d'études obligatoires donne aux élèves accès à l'enseignement secondaire, second cycle.

L'enseignement secondaire

- 16 Le certificat de fin d'études obligatoires est réclamé pour l'enseignement secondaire général et technique. Les élèves peuvent postuler pour l'école de leur choix et l'admission en troisième cycle technique se fait avec le certificat de fin d'études secondaires second cycle (*Brandos atestatas*).
- 17 Les programmes de l'enseignement secondaire général sont définis au niveau national. Les matières obligatoires sont les mêmes pour tous les élèves. Avec l'introduction de

quatre types de filières (lettres, mathématiques et sciences naturelles, art, technologie) le nombre d'heures d'enseignement par matière dépend du cursus choisi par l'élève.

- 18 Les écoles techniques établissent leurs propres programmes à partir des directives du MES et les professeurs sont libres de choisir leurs méthodes d'enseignement et leurs manuels à partir d'une liste approuvée par le ministère.
- 19 À la fin du second cycle d'enseignement général, l'examen final établi par le ministère est obligatoire pour tous les élèves. Le certificat attestant la réussite à cet examen donne accès à l'enseignement supérieur général et technique.
- 20 Les étudiants peuvent obtenir le certificat de qualification technique ou le diplôme d'ouvrier qualifié. À la fin de l'enseignement supérieur technique, les étudiants obtiennent le diplôme d'études universitaires. Ces diplômes permettent de postuler à un emploi.

L'enseignement supérieur

- 21 Les cours sont dispensés à trois niveaux : licence, maîtrise et doctorat. Un secteur non universitaire a été instauré en 2000 après l'adoption d'une loi sur l'enseignement supérieur. Ces établissements d'enseignement supérieur non universitaires (quatre publics et trois privés) portent le nom de *Kolegija*. Début 2002/03, on comptait quinze établissements d'enseignement supérieur publics et neuf non universitaires privés.
- 22 Le certificat de fin d'études secondaires du second cycle du second degré est exigé par tous les établissements d'enseignement supérieur. L'admission se fait sur concours, selon un classement déterminé par résultats aux examens de fin de second cycle et les notes aux examens d'entrée dans les établissements d'enseignement supérieur.
- 23 Dans l'enseignement non universitaire, la sélection se fait sur les résultats aux examens de fin de second cycle. Un *Kolegijos* peut établir des critères spécifiques d'admission. Pour les formations qui demandent des compétences plus spécifiques (peinture, journalisme, architecture ou dans le domaine de la communication et de l'information), des examens d'admission peuvent être organisés.
- 24 Les cours font l'objet d'examens terminaux et/ou d'une soutenance de mémoire. Pour l'évaluation finale, un étudiant doit prouver qu'il a acquis les connaissances, les compétences et les capacités définies par les objectifs.
- 25 À la fin des études universitaires, les étudiants obtiennent la licence (*Bakalauro laipsnis*) et/ou un diplôme de qualification professionnelle (de professeur, d'ingénieur, d'artiste, etc.). Les étudiants diplômés peuvent poursuivre leurs études jusqu'à la maîtrise puis au troisième cycle en s'inscrivant à des cours de doctorat ou des études supérieures d'art. À la fin du programme les étudiants obtiennent un doctorat ou le titre d'artiste qualifié.
- 26 Les cours de formation professionnelle comprennent des cours généraux et spécialisés (médecine, études vétérinaires, odontologie, pharmacie, droit et agriculture).

L'enseignement spécialisé

- 27 Les enfants nécessitant un enseignement spécialisé fréquentent des écoles spécialisées et banales. La structure de ces écoles spécialisées est très semblable à celle des établissements ordinaires. 1,1 % des élèves y sont accueillis.

Les enseignants

- 28 La profession d'enseignant est réglementée par l'État. Le nombre d'étudiants inscrits en formation initiale est fixé par le ministère chaque année. Les enseignants en maternelle, primaire et premier cycle reçoivent une formation professionnelle et pratique à l'université pendant trois ou quatre ans. Les enseignants de second cycle (spécialistes) suivent une formation dans des établissements supérieurs universitaires (quatre années minimum). Dans certaines universités, les élèves enseignants suivent une année supplémentaire.
- 29 Entre 1998 et 2002, le statut des enseignants a changé : selon la nouvelle loi sur le service public, ils n'ont plus le statut de fonctionnaires.
- 30 La réforme du système éducatif a entraîné une réévaluation de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage. De nouvelles conditions et de nouvelles exigences en vue de la modernisation de la profession d'enseignant ont été fixées. Pour contrôler la qualité de l'enseignement et actualiser les compétences des enseignants en fonction des besoins de l'école, un système d'évaluation des enseignants a été introduit en 1995.
- 31 La formation initiale des enseignants restait un des secteurs du système éducatif ayant subi le moins de réformes. Les changements des contenus des programmes étaient ralentis car les enseignants n'avaient pas été suffisamment formés pour répondre aux défis de ce processus de changement. Les centres de formation des maîtres introduisirent timidement de nouveaux modèles d'enseignement tels qu'ils étaient définis dans la loi de 1992 : des stratégies d'enseignement innovantes et une approche centrée sur l'enfant.
- 32 Pour définir précisément les qualifications requises pour enseigner, la loi sur l'éducation a été révisée en 1998 comme suit :
  - au moins trois années d'étude dans un établissement d'enseignement supérieur ou un IUFM ;
  - une formation professionnelle (réussite du cycle d'études) ;
  - une qualification professionnelle à l'issue de la formation.
- 33 Du fait de la baisse de la natalité depuis 1991 et des restrictions budgétaires, les réformes successives ont fait monter la tension chez les professeurs qui risquent de perdre leur emploi pour certains, alors que d'autres devront acquérir des qualifications supplémentaires ou suivre une formation continue.
- 34 La « Résolution pour l'amélioration du système de formation » stipule que : « la création d'établissements de formation des enseignants sera encouragée dans toutes les régions de Lituanie ; les directeurs des établissements seront tenus pour responsables des compétences professionnelles de leur personnel ».
- 35 Définissant le statut des professeurs, améliorant la sécurité de leur emploi, rendant la profession d'enseignant plus attrayante, la loi sur la fonction publique fut adoptée le 8 juillet 1998. Jusque-là, l'emploi des professeurs relevait de la loi applicable à toutes les professions. En 1998 les professeurs furent considérés comme des fonctionnaires et recrutés sur concours. Mais, suite à la loi sur la fonction publique de juillet 2002, les enseignants sont à nouveau sous le régime général.
- 36 Les changements de ces dix dernières années ont fondamentalement modifié l'éducation nationale en Lituanie : les contenus d'enseignement ont été renouvelés, de

nouvelles possibilités d'études existent. Cependant, la formation des enseignants est toujours incapable de s'adapter aux réalités changeantes dans l'enseignement, à l'économie de marché, de prendre en compte les besoins d'une société cultivée, d'une économie basée sur la connaissance et un apprentissage continu.

- 37 Pour rendre la formation plus professionnelle et plus en accord avec les changements du système éducatif, la réforme de la formation initiale des enseignants a été préparée en 2000. La nouvelle approche prévoyait des programmes basés sur des critères approuvés par l'État et listait les compétences requises. Mais le secteur de l'enseignement a été cette année-là touché par de très nombreuses grèves.
- 38 Le ministère a cherché à garantir aux enseignants de meilleures conditions de travail à l'avenir, à améliorer le droit des syndicats à participer aux décisions pour résoudre les conflits et à éviter des démissions massives d'enseignants et des plans de licenciement. Les accords signés en 2001 stipulaient que le ministère s'engageait à :
- assurer la participation de représentants syndicaux aux prises de décisions sur l'emploi, l'organisation et la rémunération du travail et fournir des garanties légales aux militants syndicaux ;
  - essayer de trouver des accords collectifs dans tous les établissements d'enseignement ;
  - essayer de réformer le système de rémunération des enseignants.
- 39 Les accords de 2001 calmèrent l'agitation. Bien qu'ils soient plus une déclaration d'intentions que la mise en œuvre d'une action concrète, ils offrent aux syndicats plus de possibilités pour influencer la prise de décisions gouvernementales et une possibilité d'impact sur les salaires et les conditions de travail.

Réformes et débats en cours

- 40 Depuis 1991, les principaux objectifs des réformes ont été :
- en matière de développement des programmes dans les écoles d'enseignement général : remplacer tous les manuels de l'ère soviétique par des manuels occidentaux originaux ou traduits ou adaptés, correspondant aux besoins de la réforme nationale ;
  - en ce qui concerne les élèves : s'attacher à ce que tous les élèves jusqu'à l'âge de seize ans acquièrent un diplôme de formation, qu'un nombre toujours croissant d'élèves aient accès à l'enseignement de second cycle ;
  - en ce qui concerne les enseignants dans les écoles d'enseignement général : veiller à ce que tous les professeurs soient évalués dans les cinq ans ;
  - en ce qui concerne les étudiants : s'assurer que tous ceux qui le désirent puissent acquérir une profession dans des écoles techniques et que tous ceux qui en sont capables puissent obtenir une qualification dans les établissements universitaires ou non universitaires.
- 41 Plusieurs objectifs mis en place pour la première phase de la réforme de l'enseignement ayant été atteints, une deuxième phase de la réforme a été lancée. Elle porte sur :
- la modernisation et l'assurance de la qualité de l'enseignement et des études ;
  - l'amélioration des conditions de vie des enseignants, de leur formation initiale et de leurs études ;
  - la poursuite de la recherche d'une meilleure cohérence de structure et de fonctionnement du système éducatif.
- 42 Introduisant un système binaire d'enseignement supérieur, en particulier pour la formation des professeurs, la loi sur l'enseignement supérieur adoptée le 21 mars 2000

a clarifié le rôle, les objectifs et l'autorité des facultés aussi bien dans les universités que dans les collèges techniques. Les enseignants peuvent maintenant être formés dans des universités, des instituts ou collèges technologiques.

- 43 Depuis 1998, les conditions d'accès à l'enseignement supérieur ont été modifiées. Les universités commencent à prendre en compte les résultats des examens de fin d'enseignement de second cycle plutôt que leurs propres examens de sélection.
- 44 En 2001, le MES a préparé le *Programme gouvernemental pour la restructuration du réseau des établissements scolaires de Lituanie et leur rénovation*. Il a adopté une approche globale pour la modernisation des écoles élémentaires, qui vise à améliorer la qualité de leur financement et de leur environnement. La mise en œuvre de ce programme requiert un prêt de la Banque mondiale, dont 26 % sont destinés à améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage dans les écoles élémentaires. Il comporte des projets pour la formation des équipes pédagogiques encouragées à développer de nouvelles méthodes d'enseignement, d'apprentissage et d'étude ainsi que des projets de création de centres d'apprentissage.
- 45 À l'initiative du Président de la République de Lituanie, un *Projet de directives à long terme sur l'éducation (2003-2012)* a été soumis à discussion. Il s'agit d'une tentative de planification des stratégies nécessaires pour que la Lituanie développe son système éducatif dans les dix années à venir afin de le rendre plus efficace et accessible à tous et qu'il garantisse un enseignement de qualité et des connaissances durables aux citoyens.
-

NOTES

1. Cet article s'appuie sur des données fournies par Eurydice, Réseau européen d'information sur l'éducation en Europe, ainsi que par le ministère lituanien de l'Éducation.

INDEX

Mots-clés : système éducatif

Index géographique : Lituanie

AUTEURS

RYTIS MARTIKONIS

Sous-secrétaire d'État aux Affaires européennes dans le gouvernement lituanien.

GINTARAS PECIUKONIS

Ministère des Affaires étrangères, Lituanie.